

Date tampon : 02/01/24

2024-01-05

Origine : CD93

Objet : CONVENTION GESTION OUVRAGES ET EQUIPEMENTS  
DE VOIES DE L'ESPACE PUBLIC DEPARTEMENTAL

Attribution Présidence et élu.e.s		Copie au cabinet / instances	Diffusion dans l'administration						
			Direction générale	Pour info	Directions et délégations	Pour projet de rép. Président V/P	Pour rép. directe	Pour suivi	Pour info
M. HANOTIN		D. LEBON							
P. MONGES		H. GNIENGUE	A. FREMIOT		DCPAJ				
K. FRANCLLET			C. PILOU		DOT				
A. TAIBI			D. CHUM		DGTER				
S. ELOTO			J. DELPECH		MJOP				
H. CHEVREAU			A. POULAILLON		MDL				
K. BONTINCK			P. HERAUD		DRHRT				
A. ZIANE					DIRFI				
L. LENZI					DBMG				
C. DUPREY					DSIM				
N. SOLTANI					DT				
P. KONIECZNY					DAPU				
F. LAROCHE		L. TEMEL			DEP				
K. CHIBANE		D. DEFFAIRI-SAISSAC			DHRU				
E. MORISSE		C. PERNOT			DUR				
D. EXCELLENT		M. HAJI GAVRIL			DSO				
O. DOUCOURE		L. MONNET			DSTM				X
H. BORIE		D. CARRE			DEA				
S. TROUSSEL		A. TAARKBOUTE			DTN				X
C. CADAYS-DELHOME		M. TRAIKA			DTE				X
K. BOUAMRANE		M. DEFREL			DTS				X
A. DELACROIX		G. POUX			DCPT				
N. AKKOUCHE		M. FOURCADE			DSCPT				
		S. ZONGHERO			DEF				
D. BIDAL		S. TENDRON			DLP				
A. MOKRANE		S. BENNACER			DIS				

Commentaires :



**Christine Mermet**

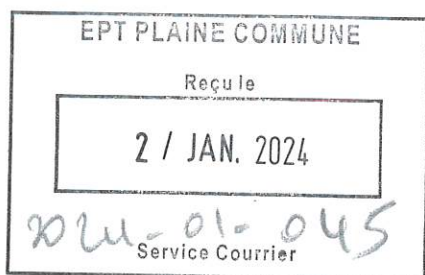
Adjointe au Chef de Service des affaires générales  
Direction de la voirie et des déplacements

Réf : DVD/SAG/BAGR/EC/2023-00074

Affaire suivie par : Eric Chonavel

Tél : 01 43 93 95 03

Courriel : [echonavel@seinesaintdenis.fr](mailto:echonavel@seinesaintdenis.fr)



Le Président du Conseil départemental  
à

Monsieur Mathieu HANOTIN  
Président  
PLAINE COMMUNE  
21 Avenue Jules Rimet  
93210 SAINT-DENIS

A l'attention de :  
Monsieur Alexandre Frémiot  
Directeur Général des Services

Bobigny le : 26/12/2023

Objet : Convention pour la gestion des ouvrages et équipements de voirie de l'espace public  
départemental situés sur le territoire de Plaine Commune

Veuillez-trouver ci-joint, un exemplaire original de la convention n°2023-10-002 mentionnée en  
objet, signée le 18 décembre 2023 par Monsieur Corentin Duprey Vice-président, du Conseil  
départemental de la Seine-Saint-Denis, ainsi que la délibération afférente n° 11-05 du 14  
septembre 2023.

  
**Christine Mermet**  
Adjointe du Chef de Service des affaires générales

PJ

Conventions :2023-10-002

Délibération n° 11-05 du 14/9/2023



## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

### Extrait des délibérations de la séance du 14 septembre 2023

-----

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

#### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, Mme Youssouf, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Dallier, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, Mme Choulet, Mme Ségura, M. Chabani, Mme Lagarde

#### ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Bedreddine donnant pouvoir à Mme Labbé  
M. Sadi donnant pouvoir à Mme Dellac  
Mme Lecroq donnant pouvoir à M. Blanchet

#### ÉTAIENT ABSENTS :

M. Constant, M. Taïbi, M. Molossi, M. Monany, M. Martin S.

-----



## Délibération n° 11-05 du 14 septembre 2023

### STRATÉGIE DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE GESTION DES OUVRAGES ET ÉQUIPEMENTS DU PATRIMOINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL AVEC PLAINE COMMUNE

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental n°2021-VII-24 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

**après en avoir délibéré,**

- APPROUVE la convention à intervenir entre le Département et l'Établissement Public Territorial Plaine Commune, relative à la gestion des ouvrages et équipements du patrimoine public routier départemental situés sur le territoire de Plaine Commune, dont projet ci-annexé ;

- CHARGE M. le Président du conseil départemental de signer, au nom et pour le compte du Département, ladite convention.

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,

Signé électroniquement par : Olivier Veber  
Date de signature : 17/09/2023  
Qualité : Signature délibérations

N'ayant pas pris part au vote :

*M. Troussel, M. Bouamrane, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Filhol*

pour Plaine Commune

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.*







GRAND PARIS

## Convention entre

**L'Etablissement Public Territorial  
« Plaine Commune »**

**et**

**Le Département de la Seine-Saint-Denis**

Pour la gestion des ouvrages et équipements de voirie de l'espace public départemental situés sur le territoire de Plaine Commune

Convention

Enregistrée à la Direction de la  
Voirie et des Déplacements

Convention n°.....

Sous le n°

2023-10-002

Chaque page de la présente convention et de ses annexes sera paraphée par les Parties.

Pour annexe à la délibération n° :

B.D. 23/1081

Du bureau délibératif en date du :

13 SEP. 2023

AF

## Table des matières

<b>CHAPITRE I – CLAUSES GENERALES .....</b>	<b>6</b>
Article 1 <sup>er</sup> : Définitions .....	6
Article 2 : Objet de la convention .....	6
Article 3 : Entrée en vigueur et durée .....	6
Article 4 : Ouvrages et équipements de voirie concernés par la convention .....	6
Article 5 : Voies concernées par la convention .....	6
<b>CHAPITRE II– DISPOSITIONS RELATIVES AU NETTOYAGE, A L'ENTRETIEN COURANT, AUX REPARATIONS ET AU RENOUELEMENT DE LA VOIRIE .....</b>	<b>7</b>
Article 6 : Remise en gestion des ouvrages .....	7
Article 7 : Responsabilités et Principes de répartition des interventions .....	7
Article 8 : Définition des interventions .....	7
Article 9: Conditions générales au nettoyage, à l'entretien courant, aux réparations et au renouvellement de la voirie départementale .....	8
9.1 Principes généraux .....	8
GESTION DE LA CHAUSSEE .....	8
GESTION DES AMENAGEMENTS CYCLES ET PIETONS .....	8
GESTION DU MOBILIER URBAIN .....	8
GESTION DES ARBRES ET ESPACES VERTS .....	9
GESTION DE LA SIGNALISATION VERTICALE .....	10
GESTION DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE .....	10
GESTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC .....	10
GESTION DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE (SLT) .....	10
GESTION DE L'ASSAINISSEMENT DE LA VOIRIE (EAUX DE RUISSELLEMENT) .....	11
9.2 Modalités de correspondances et autorisations .....	11
9.3 Interlocuteurs .....	11
9.4 Travaux réalisés en cas d'urgence .....	11
9.5 Indemnisation résultant de la réalisation de travaux .....	12
Article 10: Droits et obligations de l'EPT Plaine Commune .....	12
10.1 Conditions générales .....	12
10.2 Intervention ou travaux réalisés par l'EPT Plaine Commune sur les ouvrages gérés hors cas d'urgence .....	12
Article 11: Droits et obligations du Département .....	13
Article 12 : Mesures d'exploitation .....	13
Article 13 : Aménagements ultérieurs, travaux divers et réseaux .....	13
<b>CHAPITRE III – STIPULATIONS FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
Article 14 : Prise en charge des frais de nettoyage, d'entretien courant, de réparations et de renouvellement .....	13
<b>CHAPITRE IV – RESPONSABILITES – ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
Article 15 : Responsabilités .....	14
15.1 Dommages causés du fait de l'EPT Plaine Commune .....	14

AF

15.2 Dommages causés du fait du Département .....	14
15.3 Dommages causés du fait de tiers (usagers) .....	14
Article 16_ : Assurances .....	14
16.1 Assurance de Responsabilité Civile .....	14
16.2 Communication des attestations d'assurance .....	15
Article 17 : Obligations de l'EPT Plaine Commune en cas de sinistre .....	15
CHAPITRE V – RESILIATION.....	15
Article 18 : Résiliation de la convention .....	15
18.1 Résiliation de la convention pour motif d'intérêt général .....	15
18.2 Résiliation de la convention à l'initiative des parties.....	15
CHAPITRE VI - STIPULATIONS DIVERSES .....	16
Article 19 : Modification de la convention .....	16
Article 20 : Force majeure .....	16
Article 21 : Règlement des litiges – droit applicable .....	17
Article 22 : Représentants des Parties .....	17
Article 23 : Domiciliation .....	17
Article 24 : Annexes .....	17

AF

Entre :

Le DEPARTEMENT DE LA SEINE – SAINT - DENIS, collectivité territoriale, élisant domicile à l'hôtel du Département 93006 Bobigny CEDEX, représenté par Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président du Conseil départemental, dûment habilité aux fins des présentes par la délibération de la commission permanente n° 14-05 en date du 14/01/2023

Ci-après désigné « *le Département* »  
d'une part,

Et

PLAINE COMMUNE, établissement public territorial (EPT), dont le siège social est 21 avenue Jules Rimet, 93 210 Saint-Denis ; n° SIRET 200 057 867, représentée par Monsieur Mathieu HANOTIN, Président de l'Établissement Public Territorial Plaine Commune,

Ci-après désignée " « *l'EPT Plaine Commune* »  
d'autre part,

\* \* \*

Les Parties conviennent ce qui suit :

CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

AF

## PREAMBULE

L'établissement public territorial « Plaine Commune » qui regroupe les 9 communes d'Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Stains, Pierrefitte-sur-Seine et Villetaneuse, dispose de la compétence Voirie. A ce titre, il assure la gestion de l'ensemble de l'espace public de ces communes

Le territoire de Plaine Commune est également traversé par 93 kilomètres de voiries départementales, propriété du Département de la Seine-Saint-Denis,

La présente convention définit les conditions de partage de gestion et d'entretien de ces voiries et leurs dépendances entre *le Département et l'EPT Plaine Commune*.

L'objectif est de garantir aux habitants et usagers du territoire de Plaine Commune la meilleure réactivité et performance possible dans l'entretien des espaces publics départementaux.



## CHAPITRE I – CLAUSES GENERALES

### **Article 1<sup>er</sup> : Définitions**

Au sens de la présente convention, les Parties conviennent de retenir les définitions suivantes :

- Voirie départementale : ce terme désigne ici les rues départementales, propriété du Département de la Seine-Saint-Denis, traversant le territoire de *l'EPT Plaine Commune*.
- Ouvrages et équipements de voirie : ce terme désigne l'ensemble des éléments constitutifs de la voirie départementale (chaussées, équipements de la voirie, mobilier urbain, trottoirs, dépendances, espaces verts et dispositifs d'assainissement). Ils sont détaillés en annexe 2 à cette présente convention.
- Gestionnaire : ce terme désigne les entités en charge de la gestion des équipements et ouvrages. Le Gestionnaire pouvant être le propriétaire lui-même ou l'EPT Plaine-Commune.

### **Article 2 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser entre les Parties, les modalités techniques, financières et administratives ainsi que les conditions dans lesquelles seront gérées les voies départementales traversant le territoire de *l'EPT Plaine Commune*, désignées à l'article 5 de la présente convention et présentées en annexe 1.

Cette convention précise également les obligations des *Parties* en matière de surveillance, nettoyage, entretien courant, réparations et renouvellement de la voirie (matériaux, équipements, dépendances, ci-après désignés sous le terme d'ouvrages et équipements de voirie).

### **Article 3 : Entrée en vigueur et durée**

Cette convention prendra effet au jour de la notification par le *Département* en lettre recommandée avec accusé de réception des originaux signés à l'EPT Plaine Commune. La présente convention est conclue pour une durée de vingt-cinq (25) ans.

Les parties conviennent de se réunir au plus tard deux (2) ans avant la date d'expiration de la présente convention, afin d'examiner les conditions de son éventuel renouvellement.

### **Article 4 : Ouvrages et équipements de voirie concernés par la convention**

Le relevé détaillé des éléments de voirie pouvant être présents sur la voirie départementale (de façade à façade) figure dans le tableau de répartition en annexe 2.

### **Article 5 : Voies concernées par la convention**

Les rues départementales, situées sur le territoire de *l'EPT Plaine Commune*, concernées par la présente convention sont listées et délimitées en annexe 1.

## **CHAPITRE II– DISPOSITIONS RELATIVES AU NETTOYAGE, A L'ENTRETIEN COURANT, AUX REPARATIONS ET AU RENOUVELLEMENT DE LA VOIRIE**

### **Article 6 : Remise en gestion des ouvrages**

La formalisation de la remise en gestion est constatée par un procès-verbal signé entre les deux parties, accompagné le cas échéant du dossier d'exécution des ouvrages (DOE) ou à défaut des documents d'exécution et des carnets d'entretien des ouvrages et équipements.

### **Article 7 : Responsabilités et Principes de répartition des interventions**

Les principes de répartition des interventions précisés à l'annexe 2 s'appliquent de manière générale sauf lorsque *le Département* réalise une opération de reconfiguration complète (de façade à façade) ou partielle de la voirie impliquant une reconfiguration de la géométrie des voies. Il prend alors à sa charge la rénovation de l'ensemble des équipements nécessaires (éclairage, signalisation verticale directionnelle et de police, signalisation horizontale de police) y compris les équipements relatifs à la vie locale (mobilier urbain et défensif, signalisation horizontale et verticale de stationnement, végétaux hors arbres d'alignement) qui relèvent en temps normal d'une compétence communale ou territoriale.

### **Article 8 : Définition des interventions**

Les parties retiennent les définitions des termes suivantes :

- La « Rénovation » désigne la remise à neuf des équipements, la modernisation, l'évolution ou l'amélioration de leurs fonctionnalités.
- La « Réparation » désigne les interventions curatives de 2ème niveau (réfection des revêtements, reprise de la structure lors de dégradations, fontis, etc.) visant à maintenir les fonctionnalités des équipements.
- La « Gestion courante » ou « Entretien courant » désigne les interventions curatives de 1er niveau (remplacement ponctuel de bordures, pavés, rebouchage nids de poule, etc.) rendues nécessaires pour la sécurité ou le bon usage du domaine public et permettant d'assurer la conservation du patrimoine.
- Le « Nettoyage » désigne les opérations de nettoyage, d'enlèvement des déchets, de curage d'éléments d'assainissement des eaux de ruissellement (regards, crépine, ajutage, etc.).

## **Article 9: Conditions générales au nettoyage, à l'entretien courant, aux réparations et au renouvellement de la voirie départementale**

### *9.1 Principes généraux*

L'annexe 2 à la présente convention précise les obligations des Parties pour chaque élément de voirie recensé.

#### *GESTION DE LA CHAUSSEE*

La rénovation de la chaussée, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, correspond aux interventions suivantes :

- renouvellement des couches de structures et de surface.

La réparation de la chaussée, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, correspond aux interventions suivantes :

- les réparations localisées de couches de structures (purgés suite à affaissement) et de surface (pièces d'enrobés à chaud) ;
- le remplacement des bordures dégradées.

La gestion ou l'entretien courant de la chaussée, au sens défini à l'article 8, correspond aux interventions courantes suivantes :

- la surveillance du réseau ;
- le bouchage des nids de poules (enrobé à froid) ;
- le remplacement ponctuel de bordures.

Le Département s'assure par ailleurs du respect du Règlement de voirie départementale en ce qui concerne les interventions de concessionnaires (réfection de fouilles, etc.) sur le domaine public routier départemental.

#### *GESTION DES AMÉNAGEMENTS CYCLES ET PIÉTONS*

La gestion courante des aménagements cycles et piétons, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions qui nécessitent une forte réactivité de la part de la collectivité :

- la surveillance du réseau ;
- le bouchage des nids de poules, fissures ;
- la reprise localisée ponctuelle du revêtement sur trottoir (hors reprise de revêtement pavé) ;
- la reprise de la signalisation cyclable (signalisation de police, jalonnement) ;
- le remplacement ponctuel de bordures dans le cas où le caniveau n'est pas dégradé (problématique localisée hors chaussée).

La réparation des aménagements cycles et piétons inclut quant à elle :

- la reprise générale du revêtement (avec ou sans reprise de la structure) ;
- le remplacement des bordures en cas d'impact sur la structure ;
- la reprise des revêtements en pavés ;
- la reprise générale des aménagements cyclables et des trottoirs.

#### *GESTION DU MOBILIER URBAIN*

La gestion courante du mobilier urbain, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes : la surveillance et la mise en sécurité éventuelle ;



La réparation comprend quant à elle :

- le changement de pièces défectueuses ;
- le remplacement partiel ou complet de l'équipement isolé ;
- la réparation et le maintien des fonctionnalités des équipements ;
- le cas échéant, la dépose de l'équipement et la remise en état des lieux.

La rénovation, enfin, inclut le remplacement de tout ou partie du mobilier dans le cadre d'une opération d'aménagement global.

## *GESTION DES ARBRES ET ESPACES VERTS*

### Pour les arbres d'alignement :

La gestion courante des arbres, au sens défini à l'article 8 de la présente convention comprend les actions d'entretien arboricole suivantes :

- la surveillance sanitaire, la mise en sécurité ;
- la suppression des arbres (abattage, évacuation, essouchage, mise à niveau du sol) ;
- toutes les interventions sur les arbres (élagage, taille,...).

La rénovation, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, correspond aux actions de régénération et d'accompagnement suivantes :

- les plantations ponctuelles d'arbres ;
- le renouvellement des alignements ;
- la rénovation des pieds d'arbres (entourage d'arbre, végétalisation, protection des arbres) ;
- l'arrosage des arbres jusqu'à complète reprise ;
- l'arrosage, le désherbage et le regarnissage des plantations basses pendant les travaux de finalisation incluant la garantie de reprise ;
- le tuteurage des jeunes plantations et le retrait des tuteurs à la fin des travaux de finalisation.

### Pour les espaces verts, y compris les jardinières maçonnées, îlots axiaux et partie centrale des giratoires :

La gestion courante des espaces verts d'accompagnement, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- l'entretien des pieds d'arbres minéralisés ou végétalisés (nettoyage, désherbage) ;
- l'arrosage des plantations basses (hors période de garantie de reprise pour les plantations situées en pied d'arbre), la taille des plantations basses, la suppression de la végétation spontanée et des drageons, le désherbage, le décompactage, le paillage des plantations basses (gazons, arbustes, plantes vivaces, graminées, plantes saisonnières) ;
- la tonte des gazons.

La réparation des espaces verts inclut :

- Le regarnissage des plantations basses (gazons, arbustes, plantes vivaces, graminées, plantes saisonnières) ;
- Les réparations de maçonnerie dans le cas de jardinières maçonnées.

La gestion de la végétation spontanée regroupe :

- Le nettoyage des surfaces (retrait des déchets et nettoyage des surfaces minérales)
- La fauche de la végétation.

NB : L'EPT Plaine Commune devra porter à la connaissance du Département les interventions qui sont susceptibles d'occasionner une atteinte à l'intégrité de l'arbre (système racinaire, tronc, houppier).

AF

### *GESTION DE LA SIGNALISATION VERTICALE*

La rénovation de la signalisation verticale, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte l'évolution de la signalétique existante :

- le renouvellement des panneaux à gammes identiques et les supports (y compris les pièces d'accroche).

La gestion courante de la signalisation verticale, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- la mise en place d'une signalisation temporaire de substitution le cas échéant dans l'attente de régularisation ;
- la réparation ou le remplacement ponctuel des panneaux à gammes identiques (y compris les pièces d'accroche).

### *GESTION DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE*

La rénovation de la signalisation horizontale, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte l'évolution de la signalétique existante :

- la réfection complète des marquages sur chaussées présentant des conditions de visibilité dégradées.

La gestion courante de la signalisation horizontale, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- la réfection partielle des marquages sur chaussées présentant des conditions de visibilité dégradées.

### *GESTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC*

La rénovation, au sens défini à l'article 8 de la présente convention comporte le remplacement des dispositifs d'éclairage public.

La gestion courante, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- la surveillance et les contrôles mécaniques et de stabilité des mâts ;
- le traitement anticorrosion des mâts y compris le rebouchage des trous de corrosion ;
- la remise en peinture de tout ou partie des candélabres ;
- la vérification et l'entretien du système d'accrochage des lanternes ;
- le changement des lampes, des drivers, etc.;
- l'entretien des armoires (nettoyage/dépoussiérage intérieur et extérieur, entretien des parties mécaniques, entretien des parties électriques, vérification et test des différentiels) ;
- le remplacement de mâts accidentés ou estimés dangereux.

L'EPT Plaine Commune devra porter à la connaissance du Département, les interventions qu'il réalise, qui sont susceptibles d'occasionner une usure prématurée des installations (jardinières, illuminations de fin d'année, kakémonos, etc.).

### *GESTION DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE (SLT)*

La gestion courante, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- le service d'astreinte nécessaire pour assurer un dépannage rapide ;
- l'entretien préventif et curatif des équipements (mâts, potelets, potences, matériel électrique et visualisation, lampes et signaux), panneaux lumineux, boucles de détection, signalisation verticale ;

- l'entretien préventif et curatif des armoires de commandes, entretien électrique (contacteurs disjoncteurs, essais de fonctionnement, mise en sécurité, remplacement de pièces défectueuses, maintien et mise à jour des plans et documentation) ;
- l'entretien mécanique (serrage, visserie et bornes, contacteurs, cartes, disjoncteurs, contrôle et maintenance du coffret, serrurerie, fixation porte, contrôle et maintenance des équipements) ;
- l'ensemble des rapports d'intervention.

### **GESTION DE L'ASSAINISSEMENT DE LA VOIRIE (EAUX DE RUISSELLEMENT)**

La gestion courante des ouvrages de gestion des eaux pluviales de voirie, au sens défini à l'article 8 de la présente convention, comporte les interventions suivantes :

- le curage ;
- la désobstruction ;
- les contrôles périodiques des équipements des ouvrages de stockage et de régulation et leur remplacement ;
- L'entretien des espaces verts constituant les noues.

Concernant les caniveaux à grille (« acodraïns »), le *Département* et l'*EPT Plaine Commune* conviennent qu'il s'agit d'ouvrages complexes à entretenir et qui ne doivent plus être implantés sur le territoire de Plaine Commune. Le *Département* s'engage à ne plus en implanter sur son domaine public et à supprimer les ouvrages existants dès que c'est possible.

### **Obligations des Parties**

Chaque Partie doit maintenir les ouvrages et équipements de voirie, dont il assure la gestion conformément à l'annexe 2 à la présente convention, en bon état d'entretien, à ses frais et sous sa responsabilité de façon à ne causer aucune gêne et ne présenter aucun danger pour le domaine public et son exploitation.

Dans tous les cas, les Parties s'engagent à se coordonner pour organiser et réaliser les travaux de réparation.

#### **9.2 Modalités de correspondances et autorisations**

Toute intervention ou travaux à effectuer sur les ouvrages ou les équipements ne pourront avoir lieu qu'après application des prescriptions mentionnées aux articles 10 et 11 de la présente convention.

#### **9.3 Interlocuteurs**

Le *Département* et l'*EPT Plaine Commune* s'engagent à déterminer, chacun pour ce qui le concerne, un interlocuteur chargé de coordonner l'action des services respectivement compétents en matière de maintenance et d'exploitation.

Pour l'*EPT Plaine Commune*, l'interlocuteur désigné est la Direction des Services Techniques Mutualisés.

Pour le *Département*, l'interlocuteur désigné est la Direction de la Voirie et des Déplacements.

#### **9.4 Travaux réalisés en cas d'urgence**

Pour l'application du présent article, l'urgence est à entendre d'une situation risquant de mettre en péril la vie d'autrui ou de porter une telle atteinte au domaine public ou à un ouvrage et infrastructure que leur pérennité seraient remises en cause.

Dans les cas d'urgence, les informations seront échangées par tous moyens appropriés (téléphone, courrier électronique notamment).

Cette information devra avoir lieu avant tout commencement de travaux.

Les parties définiront alors, dans les meilleurs délais, les modalités d'intervention.

#### *9.5 Indemnisation résultant de la réalisation de travaux*

Sans préjudice des dispositions de l'article 17 ci-dessous, les travaux réalisés par *le Département ou l'EPT Plaine Commune* ne donneront lieu à aucune indemnité d'une partie à l'autre, lorsqu'ils sont réalisés dans l'intérêt du domaine public et conformément à sa destination.

### **Article 10: Droits et obligations de l'EPT Plaine Commune**

#### *10.1 Conditions générales*

L'EPT Plaine Commune sera tenu d'assurer ou de faire assurer à ses frais, risques et périls le nettoyage, l'entretien courant, les réparations et le renouvellement des ouvrages et équipements de voirie, désignés à l'annexe 2 de la présente convention, afin d'assurer la pérennité et l'intégrité du domaine public départemental et garantir la sécurité de tous les usagers ou occupants de ce domaine public. Il sera tenu d'exécuter tous les travaux nécessaires à leur exploitation, entretien ou réparation, y compris dans certains cas le renouvellement.

#### *10.2 Intervention ou travaux réalisés par l'EPT Plaine Commune sur les ouvrages gérés hors cas d'urgence*

L'EPT Plaine Commune est autorisé à réaliser tous travaux (nettoyage, entretien courant, et réparations) sur les ouvrages et équipements dont il est gestionnaire.

Les travaux réalisés par l'EPT Plaine Commune et sans impact sur la circulation routière feront l'objet d'une simple information selon les modalités de correspondances définies à l'article 9.2.

Les travaux ayant un impact sur la circulation routière devront faire l'objet d'une demande d'autorisation de travaux au Département (Service Territorial Nord –Direction de la Voirie et des Déplacements) par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux (2) mois avant la date prévisionnelle de leur démarrage.

Le Département instruira la demande et délivrera par écrit son accord express ou son refus 3 semaines avant le démarrage des travaux. L'absence de réponse ne vaut pas accord tacite. Hors urgence, en cas de travaux engendrant un arrêt prolongé de la circulation automobile, l'information sera faite dans un délai préalable de 6 mois.

Indépendamment des pouvoirs de police détenus par les maires et le Préfet et conformément au règlement général de voirie du Département, l'accord express du Département prescrira les modalités d'interventions de l'EPT Plaine Commune depuis les voiries publiques situées aux abords des emprises affectées à l'EPT Plaine Commune, notamment en matière de stationnement occasionnel d'engins ou de véhicules induit par lesdites interventions.

Le Département pourra également demander que les travaux soient réalisés pendant une période et à des horaires déterminés, afin de limiter les gênes en résultant.

AF

### **Article 11: Droits et obligations du Département**

Dans le cas où le *Département* serait amené à exécuter sur son domaine des travaux pouvant avoir une incidence sur les ouvrages et équipements gérés par l'EPT Plaine Commune, il devra les exécuter en concertation avec l'EPT Plaine Commune dans les conditions définies à l'article 10.

### **Article 12 : Mesures d'exploitation**

Les Parties devront s'informer, suffisamment à l'avance dans un délai d'un an, de toutes les opérations à effectuer sur des ouvrages et équipements de voirie pouvant impacter l'exploitation de la voirie départementale. Cette démarche permettra de prendre éventuellement, en temps utile, les mesures de sécurité réglementaires et de faire connaître à la Partie concernée les prescriptions auxquelles elle devra se soumettre avant et pendant les interventions ainsi que les clauses à imposer aux maîtres d'ouvrage ou à l'entrepreneur avec les documents nécessaires qu'elle aura à remettre sous sa responsabilité à ce dernier.

### **Article 13 : Aménagements ultérieurs, travaux divers et réseaux**

A l'exception des travaux relevant de l'entretien courant des éléments de voirie, chaque Partie s'engage à prévenir l'autre Partie au moins deux (2) mois avant le démarrage de tous travaux et aménagements qu'elle voudrait exécuter sur la voirie départementale, quelle qu'en soit leur nature permettant ainsi à l'autre Partie de formuler, dans le délai précité, les observations qu'elle jugerait nécessaires.

Faute d'avoir préalablement informé l'autre Partie, chacune des parties restera responsable tant vis-à-vis de l'autre Partie que des tiers de tous les dommages pouvant en résulter.

S'il apparaissait que les travaux nécessitent d'interrompre la circulation de tout ou partie des voiries publiques objet de la présente convention, chaque Partie s'engage à en informer l'autre partie au moins deux (2) mois avant leur démarrage (sauf en cas d'urgence caractérisée) afin que cette dernière puisse prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement des travaux et la continuité du trafic sur la ou les voies concernées.

## **CHAPITRE III – STIPULATIONS FINANCIERES**

### **Article 14 : Prise en charge des frais de nettoyage, d'entretien courant, de réparations et de renouvellement**

Chaque partie s'engage à prendre en charge, à ses frais, les dépenses de nettoyage, d'entretien courant, de réparations et de renouvellement, lui incombant conformément à l'article 8 et selon l'annexe 2. Ces actions ne donneront lieu à aucune indemnité.

Il est précisé que les interventions sur les ouvrages et équipements de voirie définies à l'annexe 2 relevant de la responsabilité de chaque Partie ne pourront en aucun cas faire l'objet de frais de gestion et / ou d'exploitation (prescriptions et mesures de sécurité) imputés à l'une des Parties par l'autre.

## CHAPITRE IV – RESPONSABILITES – ASSURANCES

### **Article 15 : Responsabilités**

#### *15.1 Dommages causés du fait de l'EPT Plaine Commune*

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les dommages survenus du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention par *l'EPT Plaine Commune*, ses préposés, usagers du domaine public départemental, prestataires, y compris à ceux résultant des travaux de quelque nature que ce soit.

Sous réserve qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par *le Département*, ses préposés, ou des tiers agissant pour son compte, *l'EPT Plaine Commune* supporte les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature visés à l'alinéa précédent, y compris la prise en charge financière de la réalisation, même provisoire, de biens nécessaires à la continuité des services publics, et causés :

- aux biens de *l'EPT Plaine Commune* ou aux biens de tiers dont *l'EPT Plaine Commune* est détenteur ;
- aux biens du *Département*, à la personne ou aux biens de ses préposés ou usagers, étant précisé que ces derniers ont la qualité de tiers par rapport à *l'EPT Plaine Commune*.

#### *15.2 Dommages causés du fait du Département*

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent à tous les dommages survenus du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention par *le Département*, ses préposés, usagers et prestataires, y compris à ceux résultant des travaux de quelque nature que ce soit.

Sous réserve qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par *l'EPT Plaine Commune*, ses préposés ou des tiers agissant pour son compte, *le Département* supporte les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature visés à l'alinéa précédent, y compris la prise en charge financière de la réalisation, même provisoire, de biens nécessaires à la continuité des services publics et causés :

- aux biens de *l'EPT Plaine Commune* ou aux biens de tiers dont *l'EPT Plaine Commune* est détenteur ;
- aux biens du *Département*, à la personne ou aux biens de ses préposés ou usagers.

#### *15.3 Dommages causés du fait de tiers (usagers)*

En cas de dommages survenus du fait d'un tiers, la partie qui aura subi les dommages pourra rechercher les responsabilités des auteurs pour obtenir réparation.

### **Article 16 : Assurances**

#### *16.1 Assurance de Responsabilité Civile*

*L'EPT Plaine Commune* contractera une assurance de responsabilité civile la garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels, ainsi que ceux, immatériels, qui en sont la conséquence, causés

aux tiers, du fait de l'activité exercée dans le cadre de la présente convention ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

#### *16.2 Communication des attestations d'assurance*

L'EPT Plaine Commune communique, au Département, à première demande, les attestations d'assurance afférentes aux polices qu'il est tenu de souscrire.

### **Article 17 : Obligations de l'EPT Plaine Commune en cas de sinistre**

En cas de sinistre, qui aurait une incidence sur l'intégrité du domaine public départemental, le fonctionnement et la sécurité des usagers du domaine public départemental, l'EPT Plaine Commune doit :

- aviser le Département, immédiatement en cas de danger grave ou imminent ou dans les 48 heures, de tout sinistre subi ou provoqué par les biens (y compris les équipements, ouvrages, constructions et installations appartenant à l'EPT Plaine Commune) ;
- faire, dans les conditions et délais prévus par chaque police d'assurance, les déclarations qui lui incombent.

L'EPT Plaine Commune engagera les démarches nécessaires pour l'indemnisation des dommages causés sur ses ouvrages et équipements dont il a la gestion.

Il s'engage à affecter les indemnités perçues à la réparation desdits ouvrages et équipements.

Tous les droits, frais et honoraires quelconques qui pourraient être dus à raison de l'accomplissement des obligations mentionnées ci-dessus, sont à la charge de l'EPT Plaine Commune (sans préjudice de la faculté pour lui de se retourner contre les responsables du sinistre).

## **CHAPITRE V – RESILIATION**

### **Article 18 : Résiliation de la convention**

#### *18.1 Résiliation de la convention pour motif d'intérêt général*

La résiliation anticipée de la présente convention par le Département ou l'EPT Plaine Commune pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu à une indemnisation de l'EPT Plaine Commune ou du Département.

Les ouvrages et équipements en gestion reviendront en l'état à chaque propriétaire.

La résiliation doit être précédée d'un préavis, exposant le ou les motifs d'intérêt général invoqués, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de six mois avant la prise d'effet de la résiliation.

La résiliation prendra effet à l'expiration de ce délai de six mois.

#### *18.2 Résiliation de la convention à l'initiative des parties*

La résiliation de la convention pourra être prononcée par l'une ou l'autre des parties. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La résiliation ne pourra intervenir que dans un délai de trente (30) jours après une mise en demeure non suivie d'effet. La période de trente (30) jours sera mise à profit par les parties pour rechercher une solution amiable au différend.

## CHAPITRE VI - STIPULATIONS DIVERSES

### **Article 19 : Modification de la convention**

Un bilan sera effectué tous les cinq ans par les *Parties* de la présente convention et pourra aboutir à une modification d'une annexe ou à une demande de modification plus substantielle de la convention. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la convention conclue entre les *Parties*.

### **Article 20 : Force majeure**

L'article 1218 alinéa 1<sup>er</sup> du code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 févr. 2016 dispose qu'en matière contractuelle, il y a force majeure : « lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur. »

Aucune partie n'encourra de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte directement d'événements intervenant à tout moment et présentant les caractéristiques de la Force majeure.

Si l'une des parties venait à invoquer la survenance d'un événement de Force majeure, elle le notifiera immédiatement par écrit à l'autre partie, en précisant la nature de l'événement, le ou les retards en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures envisagées pour en atténuer les effets. L'autre partie notifiera alors dans le délai de 15 jours ouvrés sa décision quant à l'existence et aux effets de l'événement de Force majeure.

La partie qui invoque un événement de Force Majeure doit prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En dehors des cas expressément prévus par le présent article, aucune partie n'est déliée de ses obligations à raison d'une impossibilité d'exécution ou de la survenance de circonstances ou événements qui échappent à son contrôle.

Lorsqu'un cas de force majeure se prolonge au-delà d'une période de six (6) mois à compter de la notification prévue au présent article, chaque partie a la possibilité de demander la résiliation de la présente convention sous réserve toutefois que cet événement affecte gravement le bon déroulement de la présente convention.

La partie souhaitant résilier adressera une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie. La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de un (1) mois après la notification.

Dans ce cas, ni le *Département* ni l'*EPT Plaine Commune* n'auront droit à aucune indemnité.

AF



## **Article 21 : Règlement des litiges – droit applicable**

Chaque partie assure le suivi des procédures juridictionnelles concernant ses ouvrages et équipements de voirie dont elle est le propriétaire ou le gestionnaire.

Si un litige survient entre les deux parties dans le cadre de l'exécution de cette convention, les deux parties conviennent de fournir leurs meilleurs efforts afin de résoudre, à l'amiable, les éventuels différends ou difficultés qu'elles pourraient rencontrer dans l'interprétation et l'exécution du présent contrat.

En cas de contentieux dans le cadre de l'exécution de cette convention, et à défaut d'accord amiable dans un délai de trente (30) jours, les litiges seront portés devant le tribunal compétent qui est le Tribunal administratif de Montreuil.

## **Article 22 : Représentants des Parties**

Pour l'exécution de la présente Convention, les Parties sont représentées :

- Pour l'EPT Plaine Commune : par le Président de l'EPT.
- Pour le Département de la Seine-Saint-Denis : par le Président du Conseil départemental.

## **Article 23 : Domiciliation**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à leurs sièges respectifs.

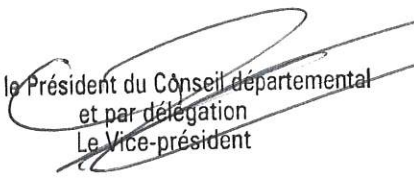

## **Article 24 : Annexes**

Annexe 1 : Liste des rues départementales concernées

Annexe 2 : Tableau de répartition de gestion de la voirie, de ses dépendances et des équipements de voirie entre le Département de Seine-Saint-Denis et l'EPT Plaine Commune

18 DEC. 2023

Fait à....., le.....en deux exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des parties.

<b>Pour le Département de Seine-Saint-Denis</b>	<b>Pour l'Établissement Public Territorial Plaine Commune</b>
Le Président du Conseil départemental	Le Président de l'EPT
 Pour le Président du Conseil départemental et par délégation Le Vice-président  <b>Corentin DUPREY</b>	 Pour le Président et par délégation,  <b>Alexandre FREMIOT</b> Directeur Général des Services

**ANNEXE 1 : Liste des rues départementales sur le territoire de l'EPT Plaine Commune 1/2**

NUMERO RD	COMMUNE	DEBUT	FIN	LONGUEUR (m)
RD1	Saint-Ouen Saint-Denis	Rue Pierre (Limite Département 92)	RD914 - Bd de la Libération	2 748
RD14	Saint-Ouen Saint-Denis	Limite Ville de Paris (75)	RD410 - Rue du Dr Finot	1 864
RD14	Saint-Ouen	Carrefour Ployel	Pont A86	450
RD1BIS	L'Île-Saint-Denis	RD20 - Pont de Saint-Ouen	RD986 - Pont de l'Île Saint-Denis	2 135
RD20	Saint-Ouen Île-Saint-Denis	Pont de Saint-Ouen (limite Département 92)	RD1 - Quai de Seine	380
RD20	Saint-Ouen Saint-Denis Aubervilliers	RD410 - Boulevard Anatole France	RD901 - Avenue Victor Hugo	3 532
RD20	Aubervilliers	RD901 - Avenue Victor Hugo	RD115 - Avenue Gal Leclerc	1 460
RD22	Pantin Saint-Ouen	RD1 - Quai de Seine	RD14 - Avenue Michelet	1 770
RD23	Épinay-sur-Seine	RD914 - Boulevard Foch	RD921 - Avenue de la République	588
RD23BIS	Épinay-sur-Seine	RD914 - Avenue de la République	RD928 -Route de Saint-Leu	1259
RD23TER	Épinay-sur-Seine	RD914 -Avenue de la République	RD23BIS - Avenue Jean Jaurès	959
RD23QUATER	Épinay-sur-Seine	Avenue Léon Blum	Avenue Galliéni	1 075
RD24	Saint-Denis	RD24 - Boulevard De Gaulle	RD942 - Rue Jean Saulnier	99
RD24	Villetaneuse Epinay-sur-Seine Saint-Denis	RD901 - Avenue Victor Hugo	RD25 - Avenue Jean-Baptiste Clément	7 059
RD25	Pierrefitte-sur-Seine Villetaneuse	RD25A - Rue Edouard Vaillant	RD931 - Avenue Lénine	886
RD25	Pierrefitte-sur-Seine	RD931 - Boulevard Jean Mermoz	RD901 - Avenue Ledru-Rollin	539
RD25	Villetaneuse	RD928 - Route de Saint Leu	RD24 - Avenue Division Leclerc	1 368
RD25A	Villetaneuse	RD25 - Avenue Jean-Baptiste Clément	RD25 - Avenue Jean Jaurès	514
RD26	Stains	RD901 - Avenue Aristide Briand	Limite Département 95	816
RD27	Saint-Denis Aubervilliers La Courneuve	RD30 -Rue Francis de Pressensé	Avenue Aimé Césaire	2 840
RD28	Saint-Denis Stains	RD940 - Avenue du Dr Lamaze	Rue Maurice Bokanowski	2 397
RD28p	Stains Pierrefitte-sur-Seine Villetaneuse	Rue du Bois Moussay	RD24 - Avenue Division Leclerc	2 050
RD28p	Stains Saint-Denis	Rue Jean Durand	RD29 - Av. de Stalingrad	821
RD29	Saint-Denis Stains	RD921 - Avenue Roger Semat	Limite Département 95	3 684
RD30	Saint-Denis Aubervilliers La Courneuve	RD931 - Avenue du Président Wilson	Rue de Verdun	4 600
RD31	Aubervilliers	RD901 - Avenue Victor Hugo	RD27 - Rue Heurtault	513
RD111	Saint-Ouen	Limite Ville de Paris (75)	Place de la République (RD410)	1 246
RD114	La Courneuve Aubervilliers	Limite Département 95	RD20 - Avenue de la République	4 690
RD234	Epinay-sur-Seine	RD910 - Rue de Paris	RD914 -Avenue de Lattre de Tassigny	356
RD410 (Rue du Docteur Finot)	Saint-Denis	RD410 - Avenue Anatole France	RD14 - Boulevard Ornano	182
RD410	Saint-Ouen Saint-Denis	Limite Département 92	RD14 - Boulevard de la Libération	2 561
RD901	Aubervilliers La Courneuve Saint-Denis Stains Pierrefitte-sur-Seine	Porte d'Aubervilliers (Limite Ville de Paris)	RD931 - Boulevard Jean Mermoz	8 930

**ANNEXE 1 : Liste des rues départementales sur le territoire de l'EPT Plaine Commune 2/2**

NUMERO RD	COMMUNE	DEBUT	FIN	LONGUEUR (m)
RD910	Epinay-sur-Seine	Pont d'Epinay (Limite Département 92)	RD914 - Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny	1 416
RD911	Epinay-sur-Seine	Limite Département 95	RD914 - Avenue Joffre	619
RD921	Saint-Denis	RD931 - Avenue Lénine	RD914 - Carrefour des Mobiles	2 440
RD928	Villetaneuse	RD914 - Avenue de la République	RD23BIS - Avenue Jean Jaures	1 813
RD931	Saint-Denis	Porte de la Chapelle ((Limite Ville de Paris)	RD942 - Rue Jean Saulnier	2 731
RD931	Saint-Denis	RD940 - Avenue Marcel Cachin	Limite Département 95	4 361
RD931	Saint-Denis	Pont A86	Limite Département 95	6 466
RD932	Aubervilliers	Porte de la Villette (Limite Ville de Paris)	Rue de la Butte	3 880
RD940	La Courneuve	RD931 - Avenue Lénine	RD986 - Route de la Courneuve	782
RD941	Saint-Denis	Carrefour Pleyel	RD24 - Rue Ambroise Croizat	1 014
RD942	Saint-Denis	RD941 - Boulevard Anatole France	RD931 - Avenue du Président Wilson	460
RD986	L'Île-Saint-Denis	Limite Département 92	RD914 - Quai de Seine	438
RD986	Saint-Denis	RD914 - Quai de Seine	Bd Marcel Sembat	298
RD986	Saint-Denis		Rue Vallière	
RD986	La Courneuve	RD940 - Avenue du Dr Lamaze	sortie A86	3 480

**CONTRE - ALLEES**

NUMERO RD	COMMUNE	DEBUT	FIN	LONGUEUR (m)
RD1	Saint-Ouen	Intersection Quai de Seine (RD1) / Pont de Saint-Ouen (RD20)	63 Quai de Seine (RD1)	90
RD14	Saint-Denis	Intersection Bd de la Libération (RD14) / Rue Michel Faraday	Intersection Bd de la Libération (RD14) / Rue Louis Marchand	70
RD14	Saint-Denis	Intersection Bd Anatole France (RD410) / Rue du Docteur Finot (RD14)	Intersection Bd Ornano (RD14) / Rue du Docteur Finot (RD14)	160
RD22	Saint-Ouen	37 Rue du Docteur Bauer	15 Rue du Docteur Bauer	120
RD24	Villetaneuse	Intersection Av. de la Division Leclerc (RD24) / Allée Prosper Gigot	Intersection Av. de la Division Leclerc (RD24) / Rue Henri Wallon	130
RD26	Stains	43 Av. Jules Guesde (RD26)	Intersection Av. Jules Guesde (RD26) / Rue de la Paix	50
RD29	Saint-Denis	Bâtiment pont Université Paris 8 sur Av. de Stalingrad (RD29)	Intersection Av. de Stalingrad (RD29) / Rue Guynemer	60
RD114	La Courneuve	Intersection Rue Charles Tillon (RD114) / Rue Hélène Cochenne	Intersection Rue Charles Tillon (RD114) / Rue Alfred Jarry	120
RD114	Aubervilliers	Intersection Rue Charles Tillon (RD114) / Av. du Cimetière	Intersection Rue Charles Tillon (RD114) / Rue Danielle Casanova (RD27)	60
RD234	Epinay-sur-Seine	1 Avenue Allende (RD234)	7 Avenue Allende (RD234)	90
RD410	Saint-Ouen	96 Bd Victor Hugo (RD410)	106 Bd Victor Hugo (RD410)	110
RD410	Saint-Ouen	112 Bd Victor Hugo (RD410)	122 Bd Victor Hugo (RD410)	120
RD410	Saint-Ouen	97 Bd Victor Hugo (RD410)	105 Bd Victor Hugo (RD410)	120
RD410	Saint-Ouen	113 Bd Victor Hugo (RD410)	125 Bd Victor Hugo (RD410)	100
RD910	Epinay-sur-Seine	22 Avenue Joffre (RD910)	46 Avenue Joffre (RD910)	160
RD910	Epinay-sur-Seine	119 Rue de Paris (RD910)	153 Rue de Paris (RD910)	230
RD914	Epinay-sur-Seine	4 Bd Foch (RD914)	Intersection Bd Foch (RD914) / Rue de l'Yser (RD22)	120
RD914	Epinay-sur-Seine	24 Bd Foch (RD914)	Intersection Bd Foch (RD914) / Rue Pasteur	100
RD914	Epinay-sur-Seine	Intersection Av. de Lattre de Tassigny (RD914) / Rue de Fitzelin	Intersection Av. de Lattre de Tassigny (RD914) / Rue de Saint-Gratien	120
RD928	Villetaneuse	2 Route de Saint-Leu (RD928)	Intersection Rte de Saint-Leu (RD928) / Rue Frédéric Ozanam	70
RD931	Pierrefitte-sur-Seine	Intersection Bd Jean Mermoz (RD931) / Bd Charles de Gaulle (RD901)	Intersection Bd Jean Mermoz (RD931) / Rue Alcide d'Orbigny	50
RD931	Pierrefitte-sur-Seine	1 Av. Lénine (RD931)	Intersection Av. Lénine (RD931) / Avenue Potier	90
RD932	Aubervilliers	Intersection Avenue Jean Jaurès (RD932) / Chemin d'Aubervilliers	174 Avenue Jean Jaurès (RD932)	230

AF



**Tableau de répartition de gestion de la voirie, de ses dépendances et des équipements de voirie entre  
le Département de Seine-Saint-Denis et l'EPT Plaine Commune**

OUVRAGES		EQUIPEMENTS		REPARTITION DES RESPONSABILITES				
		Rénovation et 1er établissement (MOA)	Réparations	Gestion courante / Entretien	Nettoyage	Viabilité hivernale / déneigement (sablage, salage)	Remarques / commentaires	
CHAUSSEE	Couche de roulement jusqu'au fil d'eau	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune (sauf hors agglomération)		
	Ilots axiaux et partie centrale des giratoires : bordures, maçonnerie, revêtements minéraux.	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune	/		
	Ilots latéraux (bordures, maçonnerie, revêtements minéraux)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune	/		
	Caniveaux	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune	Plaine commune peut assurer avec réactivité, des petites interventions urgentes (par exemple, des rescelllements de bordures), afin d'assurer les suretés et commodités de passage. Ces réparations ne donnent pas lieu à compensation financière du Département.  Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).  En dehors de ces opérations, la fourniture et la pose des dispositifs antistationnement sont à la charge de la Ville / EPT au titre de ses pouvoirs de police.		
	Bordures (courantes, arrêts de bus, abaissées)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Bordures anti-stationnement	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune			
	Plateaux, ralentisseurs	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Cousins berlinois	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune		/	
AMENAGEMENTS CYCLES ET PIETONS	Bande cyclable pérenne sur chaussée (marquage au sol)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune	Plaine commune (sauf hors agglomération)		
	Piste cyclable pérenne sur chaussée (séparateur-marquages)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Piste cyclable pérenne sur trottoir	CD93	Plaine commune / CD93	Plaine commune	Plaine Commune		Pour les réparations, la répartition est la suivante :  - Plaine Commune : Reprises ponctuelles de la couche supérieure (du revêtement) du trottoir dont piste cyclable sur trottoir; - CD93 : intervention uniquement pour des réfections complètes de revêtement et s'il y a un problème structurel de l'ouvrage avec dans ce cas, la prise en charge du revêtement de surface ET de la structure de trottoir dont piste cyclable sur trottoir.	
	Aménagement cyclable transitoire sur chaussée (dispositifs séparateurs, marquages)	CD93	CD93	Plaine commune / CD93	Plaine Commune		Plaine commune peut assurer avec réactivité, des petites interventions urgentes (par exemple, des remises en place de balisettes), afin d'assurer les suretés et commodités de passage. Ces réparations ne donnent pas lieu à compensation financière du CD93.  Le CD93 fournit le cas échéant, à Plaine commune les consommables nécessaires à ces interventions ponctuelles.	
	Trottoirs et places	CD93	Plaine commune / CD93	Plaine Commune	Plaine Commune		Pour les réparations, la répartition est la suivante :  - Plaine Commune : Reprises ponctuelles de la couche supérieure (du revêtement) du trottoir dont piste cyclable sur trottoir; - CD93 : intervention uniquement pour des réfections complètes de revêtement et s'il y a un problème structurel de l'ouvrage avec dans ce cas, la prise en charge du revêtement de surface ET de la structure de trottoir dont piste cyclable sur trottoir.	
	Entrée charretière, y compris rampes ou escaliers d'accès privatifs	CD93	CD93	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public (sauf enlèvement d'encombrant)	Occupant du domaine public		
	Escaliers d'accès aux ouvrages d'art	CD93	CD93	Plaine commune	Plaine commune	Plaine commune		
	Escaliers publics attenants aux voiries départementales	Occupant du domaine public ou CD93	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Plaine commune	Plaine commune		
	Rampes publiques débouchant sur voiries départementales	Occupant du domaine public ou CD93	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Plaine commune	Plaine commune		
	Murets de soutènement de voirie	CD93	CD93	CD93	/	/		

AF

**Tableau de répartition de gestion de la voirie, de ses dépendances et des équipements de voirie entre  
le Département de Seine-Saint-Denis et l'EPT Plaine Commune**

OUVRAGES	EQUIPEMENTS	REPARTITION DES RESPONSABILITES					
		Rénovation et 1er établissement (MOA)	Réparations	Gestion courante / Entretien	Nettoyage	Viabilité hivernale / déneigement (sablage, salage)	Remarques / commentaires
MOBILIER URBAIN sous réserve d'autorisation	Mobilier urbain de sécurité (barrières, potelets, bornes, bornes de défense, étriers de protection, garde-corps,...)	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public. Les implantations se font sur la base des prescriptions de Plaine commune.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).  Sont exclus les mobiliers soumis à des concessions passées par les communes et / ou EPT.
	Autre mobilier urbain (bancs, corbeilles, totem écoles,...)	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public. Les implantations se font sur la base des prescriptions de Plaine commune.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).  Sont exclus les mobiliers soumis à des concessions passées par les communes et / ou EPT.
	Mobiliers urbains publicitaires	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public		
	Stationnement vélo	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public. Les implantations se font sur la base des prescriptions de Plaine commune.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).  Sont exclus les mobiliers soumis à des concessions passées par les communes et / ou EPT.
	Bornes rétractables	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		
	Œuvres d'art	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public		
	Vidéosurveillance	Villes	Villes	Villes	Villes		
	Dispositif de retenue (glissières,...)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune		
	Équipements relatifs aux manifestations et marchés (ancrages au sol, compteurs bornes d'alimentation)	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Plaine Commune		
	Horodateurs	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		
Abribus	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Occupant du domaine public	Plaine Commune			
ECLAIRAGE PUBLIC	Mâts et supports d'éclairage public à l'exception de l'ampoule (mâts et crosses, têtes de luminaires, consoles en façades)	CD93	CD93	Plaine commune / CD93	Plaine Commune		Pour la gestion courante et l'entretien, la répartition est la suivante : - Plaine Commune : Contrôle visuel, remise en peinture, remplacement trappe, raccord à la terre, intervention en cas d'accident : mise en sécurité et remplacement du mât. - CD93 : Contrôles de la stabilité mécanique des mâts et remplacement mâts dangereux.
	Réseau d'alimentation électrique HT et MT	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	/		
	Réseau d'alimentation électrique BT	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	/		
	Armoire électrique	CD93	Plaine commune	Plaine commune	Plaine commune		
	Ampoules conventionnelles	CD93	/	Plaine commune / CD93	/		Plaine Commune se charge de la gestion courante (renouvellement des ampoules) en dehors des souterrains routiers.
	Ampoule et appareillage LED	Plaine commune / CD93	/	Plaine commune	/		
	Eclairage public des souterrains routiers	CD93	CD93	CD93	/		
	Eclairage public des souterrains piétons	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	/		
	Fluides (raccordement au point de distribution, abonnement et consommations hors souterrains routiers)	/	/	Plaine commune / CD93	/		Pour la gestion courante et l'entretien, le CD93 n'intervient que pour l'éclairage des souterrains routiers.
	Eclairage d'agrément (ambiance, mise en valeur)	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		
Eclairage d'agrément (illuminations)	Villes	Villes	Villes	Villes			
ARBRES / ESPACES VERTS	Arbres d'alignement	CD93	CD93	CD93	/		
	Pied d'arbre (grille, platelage)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune		
	Mobilier de protection des fosses plantées (lisses basses, murettes, ganivelles)	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune		
	Mobilier protection des arbres (ganivelles, corset, tutourage)	CD93	CD93	CD93	CD93		
	Plantations basses et espaces verts	Plaine commune / CD93	Plaine Commune (regarnissage)	Plaine Commune (désherbage, arrosage)	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet des trottoirs ainsi que dans les projets de mise en œuvre du Plan Canopée.
	Jardinières maçonnées	Plaine commune / CD93	CD93 (maçonnerie) / Plaine Commune (regarnissage)	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet des trottoirs ainsi que dans les projets de mise en œuvre du Plan Canopée.
	Jardinières amovibles et suspendues	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		
	Ilots axiaux et partie centrale des giratoires: espaces végétalisés ou autres équipements décoratifs	Plaine commune / CD93	CD93 (maçonnerie) / Plaine Commune (regarnissage)	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 ne prend en charge que la réalisation de l'aménagement incluant la mise en œuvre du mélange terre/pierre ou le remplissage.
	Végétation spontanée	/	/	Plaine Commune	Plaine Commune		

**Tableau de répartition de gestion de la voirie, de ses dépendances et des équipements de voirie entre  
le Département de Seine-Saint-Denis et l'EPT Plaine Commune**

OUVRAGES		EQUIPEMENTS		REPARTITION DES RESPONSABILITES				
		Rénovation et 1er établissement (MOA)	Réparations	Gestion courante / Entretien	Nettoyage	Viabilité hivernale / déneigement (sablage, selage)	Remarques / commentaires	
SIGNALISATION VERTICALE	Signalisation directionnelle relevant du Schéma Directeur départemental - Mâts, Potence et Portiques	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Signalisation directionnelle d'équipements départementaux	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Signalisation d'intérêt local (SIL)	Plaine commune / CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).	
	Autre signalétique (piétonne, stationnement)	Plaine commune / CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).	
	Signalisation permanente de police à destination des usagers de la RD et relatives à la circulation: limitation de vitesse, régime de priorité, signalisation de danger permanent, limitation de tonnage ou de gabarit, affectation des voies à certains usagers, panneaux d'entrée/sortie d'agglomération.	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune			
	Signalisation permanente de police à destination des usagers de la RD et relative à l'arrêt et au stationnement et aux services	Plaine commune / CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).	
	Signalisation d'entrée/sortie de Zone à Faible Emission (ZFE) (Pré-)signalisation de gabarit, portiques de gabarit	Villes CD93	Villes CD93	Villes CD93	Villes Plaine Commune			
SIGNALISATION HORIZONTALE	Signalisation horizontale permanente sur les chaussées départementales relatives à la circulation (bande axiale, ligne d'effet des feux, sas vélos, flèches d'affectation, flèches de rabattement, zébras, Zone 30)	CD93	/	CD93	Plaine Commune			
	Signalisation horizontale sur les chaussées départementales de sécurité (contour d'îlot, régime de priorité, passage piétons)	CD93	/	CD93	Plaine Commune			
	Signalisation horizontale relative à l'arrêt et au stationnement: marquage des places, mentions du régime de stationnement.	Plaine commune / CD93	/	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).	
	Signalisation horizontale relative aux arrêts de bus	CD93	/	CD93	/			
	Marques sur chaussées à caractère artistique	Demandeur	/	Demandeur	Demandeur			
SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEUR (SLT)	Matériel statique sur carrefour avec voie départementale : Mâts et ancrages, Calissons (R11x, R12, R24, R25, croix grecque) Câbles d'alimentation Optiques Ampoules	Plaine commune / CD93	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune		Le CD93 prend en charge la MOA et l'investissement financier d'une rénovation ou d'un premier établissement uniquement dans le cadre d'une requalification importante de voirie impliquant un réaménagement complet ou d'ampleur de l'espace public.  Ce principe de financement ne vaut pas pour les opérations ordinaires (opération de maintenance de voirie de type Grosses réparations de voiries, création simple de piste cyclable, ...).	
	Fluides (raccordement au point de distribution, abonnement et consommations)	Plaine commune	Plaine commune	Plaine commune	/			
	Contrôles de conformité	/	/	Plaine commune (statique) / CD93 (dynamique)	/			
	Matériel dynamique sur carrefour non conventionné Gerfaut: armoires, contrôleurs points de mesure du trafic (boucles) sur RD caméras de vidéotraffic câbles d'alimentation du contrôleur infrastructures souterraines liées à la SLT (chambre, fourreaux)	Plaine Commune	Plaine Commune	Plaine Commune	/			
	Matériel dynamique sur carrefour conventionné Gerfaut: armoires, contrôleurs points de mesure du trafic (boucles) sur RD caméras de vidéotraffic câbles d'alimentation du contrôleur infrastructures souterraines liées à la SLT (chambre, fourreaux,...)	CD93	CD93	CD93	/			
	Infrastructures GERFAUT 2 (réseaux, fibre optique)	CD93	CD93	CD93	/			

**Tableau de répartition de gestion de la voirie, de ses dépendances et des équipements de voirie entre  
le Département de Seine-Saint-Denis et l'EPT Plaine Commune**

OUVRAGES	EQUIPEMENTS	REPARTITION DES RESPONSABILITES					Remarques / commentaires
		Rénovation et 1er établissement (MOA)	Réparations	Gestion courante / Entretien	Nettoyage	Viabilité hivernale / déneigement (salage, curage)	
ASSAINISSEMENT DE VOIRIE - GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT	Avaloirs (grilles, plaques,...) sans décantation	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune		
	Réseau d'eaux pluviales du Département (ouvrages enterrés avant collecteur)	CD93	CD93	CD93	Plaine commune (nettoyage en surface d'ouvrages enterrés) / CD93 (curage)		
	Grilles et "Acodrails" sur trottoirs	CD93	Plaine Commune	Plaine Commune (curage)	Plaine Commune		
	Avaloirs avec décantation	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune (curage des décantations)		
	Bassin enterré (chambre de grillage, chambre de décantation, fosse de décantation, régulateurs vortex)	CD93	CD93	CD93	CD93		
	Séparateurs à hydrocarbures	CD93	CD93	CD93	CD93		
	Noues et zone inondable	CD93	CD93	Plaine Commune (surfaces plantées)	Plaine Commune (faucha, ramass. déchets)		Le CD93 prend en charge les réparations de l'ouvrage permettant de maintenir sa fonction hydraulique.
	Regards d'alimentation, ouvrages de surverse et d'évacuation de la zone inondable	CD93	CD93	CD93	Plaine Commune (curage des décantations)		

**LEXIQUE :**

<b>Rénovation :</b>	Ramise à neuf des équipements, modernisation ou évolution/amélioration de leurs fonctionnalités
<b>Réparation :</b>	Maintenance qui consiste en des opérations de maintenance curatives permettant de rétablir l'état et les fonctionnalités d'origine (reprise structurelle, remplacement)
<b>Gestion courante / Entretien :</b>	Maintenance qui consiste en des opérations de maintenance préventives permettant d'assurer le maintien en état des ouvrages et équipements jusqu'au moment où leur vétusté ou défaillance rend nécessaire des travaux de réparation ou de renouvellement
<b>Nettoyage :</b>	Opérations de nettoyage, de taille des végétaux, d'enlèvement des déchets,
<b>Occupant du domaine public</b>	Pétitionnaire, personne physique ou morale qui présente au Département une demande d'autorisation d'entreprendre les travaux, assortie ou non d'une demande d'autorisation d'occuper le domaine public routier départemental. Il peut être propriétaire de l'ouvrage à réaliser, son exploitant ou un maître d'œuvre.

AF



Mathieu HANOTIN  
Président de Plaine Commune,  
Maire de Saint-Denis,

Nombre de votants : 22, A voté à l'unanimité :  
Pour : 22  
Ne participent pas part au vote : 3 (M. Corentin DUPREY,  
M. Michel FOURCADE, M. Stéphane TROUSSEL)

Délibération n° BD-23/1081  
ID Télétransmission : 093-200057867-20230913-  
Imc1707645-DE-1-1  
Date AR :  
Date AR : 13/09/23  
Date publication : 13/09/23

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du  
Tribunal Administratif de Montreuil, est de deux mois à  
compter de la date de sa publication.

